



Une expression des déséquilibres structurels du capitalisme

Fabien Tarrit

► To cite this version:

Fabien Tarrit. Une expression des déséquilibres structurels du capitalisme. Arnaud Diemer; Sylvie Dozolme. Les enseignements de la crise des subprimes, Clément juglar, pp.129-140, 2011, 978-2-908735-24-6. hal-02019064

HAL Id: hal-02019064

<https://hal.science/hal-02019064>

Submitted on 19 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une expression des déséquilibres structurels du capitalisme

Tarrit Fabien

Université de Reims Champagne-Ardenne, OMI (EA 2065)

Résumé :

Le présent article vise à dégager comment les spécificités de la crise actuelle expriment les contradictions structurelles du capitalisme. Dans un premier temps, nous discutons l'hypothèse selon laquelle le déclenchement de la crise repose paradoxalement sur les composantes de la période de croissance relativement longue entre 2002 et 2006, dont la spécificité est de n'avoir pas reposé sur une hausse du bien-être général. Nous présentons le mode par lequel l'explosion de la bulle immobilière à l'été 2007 s'est transformée en crise financière, puis en récession économique mondiale, comme expression d'un phénomène de suraccumulation-dévalorisation du capital et de la tendance à la baisse du taux de profit. Nous étudions ensuite les mesures mises en œuvre par les différents acteurs pour répondre à cette crise. Enfin, nous interrogeons la pertinence des discours présentant une reprise économique, en insistant sur le fait que la relative stabilisation des indicateurs économiques a d'abord reposé sur l'intervention publique.

JEL : E32, N58, P16

La crise à laquelle est actuellement confrontée l'économie mondiale clôt une période de croissance économique relativement forte qui avait succédé à une série de crises de plus en plus fréquentes depuis les années 1980. Nous insistons sur la singularité de la présente crise, qui tient à la fois à vue de sa nature et de son ampleur, et qui révèle les contradictions majeures du capitalisme. Partie de la faillite du secteur immobilier américain, elle témoigne de déséquilibres croissants pour l'économie capitaliste mondiale. Aujourd'hui, le système économique est profondément touché. Le présent article vise à présenter cette crise comme une manifestation des contradictions fondamentales du capitalisme, en particulier de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Après avoir dressé un constat des manifestations les plus immédiates et les plus visibles de la crise, nous nous penchons sur ses mécanismes structurels, la décrivant comme une expression particulière de la tendance à la baisse du taux de profit, qui prend la forme d'un phénomène de suraccumulation-dévalorisation du capital (I). Nous décrivons ensuite les pratiques mises en œuvre face à la crise (II), et nous concluons en nous interrogeant sur la pertinence du discours portant sur une actuelle reprise (III).

I. LA CRISE LA PLUS VIOLENTE DEPUIS 1929, AU CŒUR DU CAPITALISME

L'actuelle crise économique, qui a éclaté en 2008 et fut précédée en 2007 par l'éclatement de la bulle immobilière américaine, n'avait pas été prévue par les économistes orthodoxes, qu'il s'agisse de son déclenchement ou de son ampleur. Son éclatement a reposé sur les conditions ayant permis une forte croissance entre 2003 et 2006 (A), et elle est de ce fait une réplique de la crise de 2001-2002 (B).

A. Un éclatement lié aux conditions de la période précédente de croissance

La présente crise fait écho à la période de forte croissance entre 2003 et 2006 (1), qui reposait sur une hausse des inégalités, du degré d'exploitation (2) et de l'endettement (3).

1. En clôture d'une période de forte de croissance

Il se trouve que la période en cours est marquée par une intensification des contradictions de l'économie mondiale. En témoigne, depuis une vingtaine d'années, une accélération des crises financières, d'une ampleur sans précédent depuis 1929 : un krach boursier faisant suite à la crise de la dette mexicaine en 1987, comparable à celui de 1929 ; une crise immobilière aux États-Unis, en Europe et au Japon en 1990 ; une crise du système monétaire européen en 1992-1993 ; une crise au Mexique en 1994-1995 ; une crise financière en Asie, en Russie puis internationale en 1997-1998 ; une crise au Brésil en 1999 ; une crise en Turquie en 2000 ; une crise des nouvelles technologies et une crise argentine en 2001-2002. C'est alors qu'apparaît un paradoxe puisque, depuis 2002, c'est-à-dire tout au long de la période qui a suivi la crise des nouvelles technologies, la croissance économique mondiale est stable et relativement importante. De 2003 à 2006, le rythme de croissance de l'économie mondiale fut le plus élevé depuis le début des années 1970, avec un accroissement du PIB mondial de l'ordre de 5 % par an (5,5 % en 2006), avec un faible taux d'inflation.

2. Une hausse du degré d'exploitation et des inégalités

Un paradoxe supplémentaire est que cette croissance économique relativement forte n'a pas correspondu à une hausse du bien-être des populations. Elle repose notamment sur une exploitation accrue des travailleurs, qui se manifeste par un creusement sensible des inégalités de revenu, notamment dans la principale puissance économique mondiale, que nous avons choisi comme illustration. Le

revenu médian a diminué de 7 % entre 2001 et 2004 aux États-Unis, ce qui témoigne d'un creusement très important des inégalités. La fraction du centième la plus riche de la population détient plus d'un tiers des richesses (34,3 %), alors que les 20 % les plus pauvres n'ont que 0,2 %. Entre 2001 et 2006, sept millions de personnes supplémentaires se sont vu priver d'assurance santé, et le taux de pauvreté est passé de 11,3 % à 12,3 %, alors que le taux de profit des entreprises a atteint un sommet à 12,8 % (il n'avait pas dépassé 8,3 % pendant le période de forte croissance d'après-guerre). Ainsi, le rapport capital-travail s'est sensiblement modifié en faveur du capital.

Par ailleurs, le développement du capitalisme en Chine, en Inde, et dans les pays de l'ex-URSS a conduit à un doublement de la force de travail mondiale en une période relativement courte, et la conséquence mécanique fut d'une part une diminution de la composition organique du capital et d'autre part une pression à la baisse sur les salaires qui a conduit à une hausse du taux d'exploitation. La conséquence fut un relèvement du taux de profit.

3. Une hausse de l'endettement

En outre, la croissance économique aux États-Unis repose sur les dépenses militaires et sur le déficit budgétaire, largement financé par des investissements étrangers (la dette américaine est détenue à 46 % par des capitaux étrangers, contre 31 % en 2001), notamment chinois, et elle est favorisée par trois facteurs : la hausse de la productivité chinoise, la diminution des taux d'intérêt et la diminution des salaires réels voire des salaires nominaux, qui parallèlement correspondent à trois phénomènes : l'apparition de l'inflation, surtout sur les marchandises de première nécessité, l'explosion de la bulle immobilière et le caractère non infini de l'exploitation (la plus-value augmente plus rapidement que le revenu national et, n'étant pas investie, on a une surabondance de capitaux financiers qui exigent des rendements de plus en plus

importants, or, compte tenu des fondements physiques et sociaux de la valeur de la force de travail, le degré d'exploitation ne peut pas croître de manière infinie). On voit ainsi apparaître les premiers signes d'une crise mondiale du capitalisme, et elle se manifeste en son cœur, les États-Unis. Le nombre de créations d'emplois a sensiblement ralenti, passant de 219 900 en 2005 à 82 200 en 2007 (de 2001 à 2007, l'industrie a perdu 1,8 million d'emplois), la dette des ménages s'élève à 133 % de leur revenu, la part de l'investissement dans le PIB (10,4 %) est la plus faible depuis les années 1960, le déficit pour 2008 est anticipé à 219 milliards de dollars, contre 163 milliards en 2007...

B. L'éclatement de la bulle immobilière dans le prolongement de la crise des nouvelles technologies

Friedrich Engels avait déjà constaté que les éléments utilisés contre la répétition des crises contiennent eux-mêmes les germes d'une crise encore plus violente. En l'occurrence, la crise présente est, dans une certaine mesure, une réplique de la crise des nouvelles technologies en 2001 (1), avec pour conséquence la constitution (2) puis l'éclatement d'une bulle immobilière (3), qui se transforma en crise financière puis en récession économique (4).

1. Dans la continuité de la crise de 2001-2002

La crise de la nouvelle économie en 2001 fut précédée d'une bulle boursière d'une ampleur inhabituelle, le seul précédent comparable étant celui des années 1920. L'éclatement de cette bulle présageait un ralentissement économique important, ayant pour conséquence une chute sévère de l'investissement des entreprises et une forte augmentation des licenciements. L'économie était entrée en récession en mars 2001, mais la récession ne se transforma pas en dépression, notamment grâce au maintien de la consommation. Les ménages diminuèrent massivement leur épargne, à un

plancher historique¹, de manière à éviter une diminution de leur niveau de vie. Surtout, les autorités publiques sont intervenues massivement, à la fois au niveau budgétaire et au niveau monétaire. D'une part le gouvernement fédéral a engagé des dépenses budgétaires massives, notamment aux États-Unis, transformant l'excédent de 239 milliards de dollars en 2000 en un déficit de 438 milliards pour 2008. D'autre part, la Réserve fédérale américaine (Fed) a sensiblement assoupli sa politique monétaire, ramenant son taux d'intérêt directeur, de 6,5 % à 1 % en l'espace de 6 mois (1^{er} semestre 2001). Ainsi, l'endettement fut encouragé, et ce phénomène fut particulièrement marqué dans le secteur immobilier, avec l'adoption de lois permettant d'accroître les capacités d'endettement, l'octroi de prêts, la non imposition des intérêts sur les prêts hypothécaires... ce qui facilita la constitution d'une bulle immobilière.

2. La constitution d'une bulle immobilière

Des organismes de crédit immobilier ont accordé à des clients peu solvables des prêts à des taux élevés et variables, ont vendu les titres de créance à d'autres agents qui les revendirent dans des produits financiers sophistiqués qu'ils espéraient rentables. Cette opération reposait sur l'hypothèse qu'il existerait une offre continue de crédit, ce qui conduirait les prix à la hausse, sans qu'il soit nécessaire d'évaluer le risque pour l'emprunteur, puisqu'il lui serait toujours possible de revendre son bien. Cette pratique fonctionna de 1994 à 2006 (entre 2001 et 2006 les prix de l'immobilier augmentaient de 10 à 20 % par an), date à laquelle ces crédits, dits *subprimes*, représentaient 600 milliards de dollars, soit environ 20 % du total des prêts immobiliers aux États-Unis. Elle fut accompagnée d'une bulle spéculative et d'une surévaluation du prix des logements. Au cours de cette période, les investissements dans les nouvelles constructions

¹ De 11,2 % en 1982, le taux d'épargne des ménages aux États-Unis était de -1,1 % en 2006

augmentèrent de 80 % aux États-Unis, de 20 % à 40 % en Europe. Les prêts immobiliers accordés aux ménages augmentaient annuellement de 3,3 % en Allemagne, de 11 % aux États-Unis, de 19,2 % en Italie, si bien que le taux d'endettement des ménages est passé entre 2001 et 2006 de 31,1 % à 52,2 % en Italie, de 64,7 % à 75,3 % en France, de 99,7 % à 109,9 % en Allemagne, de 106,6 % à 155,5 % en Angleterre, de 107 % à 140 % aux États-Unis... et la part de l'emprunt hypothécaire dans le revenu des ménages américains doubla entre 2000 et 2005. La bulle immobilière ne fut alors pas reconnue comme telle, comme ce fut le cas pour beaucoup de bulles précédentes. Dans le cas présent, cela est s'explique par le fait que depuis 1929, les cours de l'immobilier aux États-Unis n'avaient jamais chuté, si bien que l'hypothèse selon laquelle les cours allaient continuer à augmenter était largement admise.

3. L'éclatement de la bulle immobilière

Le problème est apparu en 2005 lorsque les prix, ayant atteint un plafond, commencèrent à diminuer, si bien qu'un nombre significatif de ménages furent incapables de rembourser leur emprunt, sachant que le montant des remboursements atteignait jusqu'à 70 % des revenus et que les salaires stagnaient². L'éclatement de la bulle immobilière fut ainsi l'élément déclencheur de la crise mais elle n'en est pas la cause première. Au-delà du processus de titrisation, vecteur de spéculation, de parasitisme et de risque financier, trois tendances se sont conjuguées. D'abord, les salaires réels stagnaient voire diminuaient, notamment du fait d'un affaiblissement sensible des luttes pour les salaires depuis 2001³. Ensuite, les prix des terrains et des immeubles commencèrent à diminuer. Enfin, les taux d'intérêt directeurs

² Ce phénomène fut renforcé par une hausse de ses taux d'intérêt directeurs par la Fed.

³ Ceci est dû, entre autres, à la répression accrue liée aux attentats du 11 septembre

augmentèrent, jusqu'à 5,25 % mi-2006. Entre juillet 2006 et mai 2008, les prix de l'immobilier américain chutèrent de 18,4 % et les défauts sur paiement atteignirent 10 % en avril, un record. En 2007, la vente de logements neufs chuta de 40,7 %, avec une baisse de 10,4 % du prix. 1,3 million de logements (1 % des ménages américains) furent saisis en 2007, principalement entre juillet et décembre, soit une hausse de 79 % en un an. Ne pouvant vendre leur bien immobilier, les ménages les plus vulnérables étaient obligés de confier leur logement à des organismes de crédit, si bien que les plus fragiles d'entre eux se trouvèrent en difficulté. Ils durent emprunter aux banques centrales, qui diminuèrent leurs taux d'intérêt directs pour éviter l'aggravation et la diffusion des difficultés. Le marché des *subprimes* s'est effondré, plus de 3 000 milliards de dollars de ces emprunts ont perdu la moitié de leur valeur, les profits des banques d'affaires américaines ont chuté de plus de 50 %, des dizaines de banques et de fonds d'investissement se sont impliqués dans le marché de l'immobilier, et une centaine de PME financières ont déposé leur bilan.

4. De la crise financière à la récession économique

« Le système du crédit dont le centre est constitué par les Banques dites nationales et les prêteurs et usuriers qui gravitent autour d'elles représente une centralisation énorme ; et il confère à cette classe de parasites un pouvoir fabuleux, le pouvoir... d'intervenir de la façon la plus dangereuse dans la production réelle » (Karl Marx, *Le capital*, livre troisième, tome II, p. 206). Le resserrement du crédit déclencha une vague de faillites parmi les fonds spéculatifs, les fonds d'investissement et les banques commerciales et d'investissement. Ainsi, les *subprimes* sont un symptôme plutôt qu'une cause ; simplement ils ont été sous-estimés par les économistes orthodoxes. Du fait de la titrisation, ces prêts immobiliers étaient liés à d'autres prêts risqués qui étaient gérés par les banques. Elles ont dû les vendre à bas prix, les profits des banques et des assurances se

sont effondrés, et la crise immobilière se transforma en crise bancaire, à deux titres : une crise de liquidité, car il est de plus en plus difficile pour les banques d'emprunter auprès d'autres banques sur les marchés interbancaires, pour des raisons de confiance, et une crise de rentabilité, car les pertes liées à la crise immobilière grèvent les profits. Contrairement aux krachs de 1987 ou de 2001, concentrés dans une industrie spécifique, contrairement à des crises comme celle qui frappa l'Asie du Sud-est en 1997-1998, circonscrites dans des pays moins puissants, la présente crise atteint les marchés financiers en général, et elle est partie du centre capitaliste principal. Aussi, la crise financière initiée dans le crédit immobilier américain se développa rapidement et le 15 septembre 2008, Lehmann Brothers, 4^e banque d'affaires américaine⁴, qui avait déjà annoncé des pertes très importantes, et dont le cours de l'action chuta de 70 % pendant la semaine du 8 septembre, fut liquidée et placée en redressement judiciaire. Ses actifs furent gelés et sa faillite fut prononcée. Cet événement fut commenté comme la « *plus grave crise financière depuis un siècle* » (Alan Greenspan, président de la Fed de 1987 à 2006, *Libération*, 15 septembre 2008) et eut rapidement des répercussions sur d'autres établissements. En un an, le revenu net des banques commerciales et institutions d'épargne chuta de 86,5 %, passant de 36,8 milliards de dollars à 5 milliards, le niveau le plus faible depuis 1991. Deux jours plus tard, le cours de l'action de l'assureur américain AIG, qui avait assuré des actifs liés au marché de l'immobilier pour plus de 500 milliards de dollars, chuta de 60 %. Il risquait d'être également mis en faillite, jusqu'à la décision de la Fed de lui octroyer 85 milliards de dollars de prêt en échange d'une

⁴ Les banques d'affaires, contrairement aux banques de dépôt, n'ont quasiment pas de ménages pour clients, mais principalement d'autres banques, des entreprises... En 1999, le Congrès américain fusionnait le secteur des banques de dépôt et celui des banques d'affaires.

participation de 79,9 %, c'est-à-dire d'une nationalisation, la plus radicale intervention dans le secteur privé de toute l'histoire de la banque centrale. À cette occasion, la Fed contourna ses propres règles puisqu'il n'est pas dans ses attributions de refinancer des assureurs. Toutefois, une faillite d'AIG aurait entraîné des conséquences plus graves que celle de Lehmann Brothers. Le jour même, le cours d'AIG perd de nouveau 35 % (il avait chuté de 97 % depuis le début de l'année). En dépit de ces interventions massives, la production fut logiquement touchée par l'assèchement du crédit et l'année 2009 vit une chute du PIB mondial de l'ordre de 4 %, et une baisse des échanges mondiaux de l'ordre de 12 %. La bulle financière qui a déclenché cette crise est partie d'une spéculation sur le marché immobilier, s'est diffusée dans le secteur des banques d'investissement, et a provoqué une immense destruction de capital à l'échelle mondiale, d'abord dans la finance puis dans l'industrie. Cette crise est d'abord une crise d'accumulation du capital à l'échelle mondiale, et son déclenchement a été accéléré par des politiques, mises en œuvre depuis les années 1980, ayant visé à faciliter la circulation du capital et à accroître la pression sur les salaires. Le risque est alors apparu de connaître une dépression économique plus profonde et plus longue que celle des années 1930. Les contradictions internes du capitalisme, sa tendance à centraliser et à concentrer le capital, ont renforcé une tendance historique à la suraccumulation de capital, qui correspond à la fois à l'incapacité de le valoriser et à une faiblesse relative de la valeur de la force de travail.

II. LES REPONSES DES ACTEURS

Face au développement et à l'extension de la crise économique mondiale, qui exprime une tendance à la baisse du taux de profit, plusieurs éléments ont été mis en œuvre pour en limiter l'ampleur. Il s'est d'abord agi d'une forte intervention publique (A), mais également de la conjonction entre une augmentation du degré d'exploitation des

travailleurs et une diminution de la quantité de capital investi (B). Une autre réponse à la crise fut paradoxalement un repli national, accompagné d'une reconfiguration des rapports de force internationaux (C).

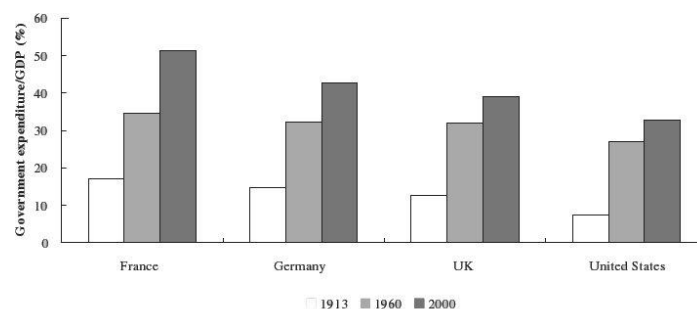
A. Une intervention publique massive

Dans une situation où le capitalisme et la régulation marchande sont confrontés à leurs considérables dysfonctionnements, l'intervention des autorités monétaires et budgétaires est apparue comme indispensable pour éviter l'effondrement, et les institutions financières ont été aidées pour des sommes considérables (1), ce qui a mis fin à l'hypothèse d'autorégulation du capitalisme (2).

1. *L'État en dernier recours*

En 1997, Alan Greenspan expliquait la crise asiatique par le refus d'adopter les « méthodes du libre marché », ce qui signifiait que le degré de réglementation auquel étaient soumises les entreprises et les banques était trop élevé. Or, sur une tendance historique longue, les chiffres corroborent la « loi de l'activité croissante de l'Etat » aux dépens du secteur privé⁵. Tout au long du vingtième siècle, on a assisté dans les pays les plus riches à une tendance très nette à l'accroissement de la part des dépenses des administrations publiques dans le PIB.

Dépenses publiques en % du PIB en 1913, 1960 et 2000



⁵ Loi dite d'Adolph Wagner.

Précisément, les dépenses publiques jouent un rôle stabilisateur et permettent d'assurer la circulation du crédit, et un consensus large s'est dégagé autour du principe selon lequel un effondrement du marché financier devait être évité. *« Ce n'est pas que l'on aime nationaliser Northern Rock ou sauver Bear Stearns, c'est qu'il faut donner le signal que les autorités sont prêtes à faire tout ce qui est nécessaire »* (Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, AFP, 17 mars 2008). Encore une fois il est extrêmement rare que la Fed intervienne en dehors des réunions de son Comité de politique monétaire – elle l'avait fait en 2001, six jours après les attentats du 11 septembre, pour baisser ses taux. Il s'est d'abord agi de rétablir la sérénité sur les marchés financiers en leur fournissant les liquidités nécessaires à la restauration de la capacité des banques à accorder des crédits, afin de limiter le ralentissement de l'investissement et d'éviter une récession économique. Les interventions se sont multipliées, et les États de la zone euro, conjointement avec le Royaume-Uni, sont massivement intervenus auprès de leurs banques respectives pour garantir les prêts. Marx parlait de l'abolition du mode de production capitaliste au sein même du mode de production capitaliste. *« Il est amusant de voir que les capitalistes, qui rejettent fermement le droit à l'emploi, réclament partout aux gouvernements un soutien public »* (Karl Marx, « Lettre à Engels », 8 décembre 1857. In *Correspondance*, p. 222).

2. La fin d'une époque

On assiste aujourd'hui à un retrait par rapport à l'idéologie du « libre marché » et à un retour à une régulation publique plus importante. L'exemple de l'Islande, un pays pourtant relativement riche, est révélateur. Ses trois banques privées, qui avaient massivement emprunté à des banques de Grande-Bretagne et de Suède, se sont trouvées, fin septembre-début octobre 2008, dans l'incapacité de les rembourser. Face à cette difficulté, le gouvernement décida de les nationaliser et le FMI accorda à l'Islande un prêt de 2,1 milliards de dollars,

ce qui n'empêcha pas son PIB de diminuer de 10 % en 2009. Des milliers de milliards ont ainsi été débloqués pour faire face à la crise : sauvetage du système financier, aides à certains secteurs productifs à commencer par l'automobile, relance de l'activité par des baisses d'impôts, programmes d'investissement... L'endettement public n'a pas fini de s'accroître, car ce qui est coûteux pour les finances publiques n'est pas tant le coût des mesures de soutien à l'activité – aussi considérables soient-elles – que la réduction des recettes fiscales qui résulte du recul de l'activité économique. Le 18 juin 2009, le président américain annonçait un vaste ensemble de réformes des services financiers qui modifient les attributions de pouvoirs entre les différents régulateurs, créent de nouvelles instances... L'Union européenne vise également à se doter d'une supervision financière renforcée. Les trois futures autorités européennes chargées du contrôle des banques, des assurances et des marchés seront investies de pouvoirs contraignants, qui leur permettront si nécessaire de passer outre l'avis des régulateurs nationaux.

B. Une hausse de l'exploitation

Pour maintenir leur niveau de l'activité, les entreprises ont augmenté leur degré d'exploitation, dans le but de rétablir leur taux de profit (1), avec pour corollaire un accroissement du chômage et de la pauvreté (2).

1. Rétablir le taux de profit

Il est vrai que la partie la plus exposée des détenteurs du capital a largement souffert. Au cours du 1^e trimestre 2009, un nombre record de sociétés ont décidé de diminuer la rémunération des actionnaires. Le classement *Forbes*, qui dénombre le nombre de milliardaires dans le monde, a perdu beaucoup de ses représentants. Ils étaient 793 en 2009, contre 1 125 en 2008, et la valeur nette totale de leurs actifs ne s'élevait plus qu'à 2 400 milliards de dollars contre 4 400 milliards de dollars en 2008. Toutefois, afin de sortir de la crise il faut pour la classe capitaliste rétablir les conditions de

réalisation du profit de manière à ce que le taux de profit cesse de baisser, en accroissant le taux d'exploitation et/ou en diminuant le montant du capital investi. Cela correspond à des diminutions de salaire (direct ou différé), à des licenciements, à des fermetures d'usines.... Il apparaît que la valeur du capital détruit au cours de la crise financière correspond à près de la moitié de la richesse mondiale. L'OCDE propose d'alléger l'impôt sur les revenus du travail, en particulier sur les bas salaires, c'est-à-dire le salaire différé et, notamment pour la France, de continuer à limiter la hausse du salaire minimum, car son coût est jugé trop élevé par rapport au salaire médian ; dans tous les cas il s'agit de diminuer la valeur de la force de travail. Rétablir le taux de profit revient à restaurer la confiance sur les marchés financiers. Aux États-Unis de nombreuses entreprises ont procédé à des baisses de salaires de 5 à 10 %. Au premier trimestre 2009, le salaire annuel moyen a été réduit de 6,2 %, et le temps de travail hebdomadaire a atteint un plancher historique en mai (33,1 heures), 9 millions de personnes étant contraintes à travailler à temps partiel⁶. Il est possible que de telles mesures aient commencé à porter leurs fruits, certains indicateurs ayant cessé de se détériorer.

2. Un appauvrissement général

« La raison ultime de toute véritable crise réelle demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si celles-ci n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société » (Marx, Le Capital, livre troisième, tome II, p. 145). Il n'en reste pas moins que cela passe par un appauvrissement absolu de la population, à commencer par les catégories les plus fragiles. Le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour aurait augmenté de

⁶ Un phénomène similaire eut lieu au Japon à la fin des années 1990, il fut suivi d'une stagnation économique durable.

200 millions en 2009 par rapport à 2007. L'Organisation internationale du travail (OIT) remarque qu'en 2008, le nombre de chômeurs a augmenté de plus de 10 millions à l'échelle mondiale, la plus forte hausse depuis la crise financière asiatique en 1998, et il aurait augmenté de 27 millions en 2009, d'autant que parmi ces chômeurs, 80 % ne perçoivent pas d'allocation-chômage. Aux États-Unis en particulier, les chômeurs sont au nombre de 13,7 millions, ce chiffre ayant connu la plus forte hausse depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Précisément, 6 millions de travailleurs ont perdu leur travail depuis le début de la crise, ce qui correspond à l'équivalent des emplois créés au cours des 9 dernières années. Dans l'OCDE, sept millions de travailleurs ont perdu leur emploi en 2008. Dans l'ensemble de l'Union européenne, le nombre de chômeurs a augmenté de 4,6 millions en 2009. L'Espagne a perdu plus d'un million emplois en un an, avec un taux de chômage de 18,8 %, le taux de chômage en Irlande est passé de 4,9 % début 2008 à 12,5 % fin 2009. En Russie, le nombre de chômeurs s'est accru de deux millions. Aux États-Unis, 3,5 millions d'enfants de moins de 5 ans ne mangent pas à leur faim et plus de 12 millions sont menacés de malnutrition.

C. Un repli national relatif et une reconfiguration des rapports de force

Les relations entre États ont également souffert de la crise, ce qui a notamment pris la forme du développement de certaines formes de protectionnisme (1), ce qui a mis en évidence la fragilité de la domination de l'économie américaine (2).

1. La tentation du protectionnisme

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a rapidement constaté un glissement significatif vers des mesures protectionnistes, avec des hausses des droits de douane mais surtout des mesures non tarifaires (normes...) ; le FMI estime à 12 % la chute du commerce mondial pour 2009, le déclin le plus important depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale.

Les investissements directs à l'étranger ont chuté de 15 % à l'échelle mondiale en 2008, et de 30 % en 2009. L'Union européenne se fissure : les dirigeants des Vingt-Sept, à commencer par l'Allemagne, ont rejeté l'idée d'un plan global pour venir en aide aux pays d'Europe centrale et orientale, durement touchés par la crise. La ministre de l'économie de la France, Christine Lagarde, a récemment remis en cause le pacte de stabilité, avec un appel à la Commission européenne pour que les règles du Pacte de stabilité⁷ soient appliquées avec plus de souplesse. Fin avril 2009, la Commission européenne a lancé des procédures pour déficit excessif contre la France, l'Espagne, l'Irlande et la Grèce⁸. Les exportations des seize pays de la zone euro en direction de pays non membres de la zone euro ont chuté de 24 % à 99,2 milliards d'euros en février 2009. Les importations ont chuté de 21 % à 101,2 milliards d'euros, a indiqué le bureau européen de la statistique Eurostat. Les importations américaines ont diminué de 30 % au cours du 1^{er} trimestre 2009 par rapport à l'an dernier.

2. La fragilité de la domination américaine

La présente phase économique s'inscrit également dans un processus de reconfiguration des rapports de force entre les États. Une spécificité de cette crise est d'avoir son épicerie au cœur du système capitaliste, c'est-à-dire les États-Unis. L'économie américaine a atteint son apogée entre 1945 et 1970, en concentrant jusqu'à 60 % de la production industrielle mondiale, contre à peine plus de 20 % aujourd'hui. Aussi, la présente situation se distingue sensiblement de celle des années 1950 lorsque l'économie mondiale était impulsée par une puissance unique. Au cours des 50 dernières années, le capital américain s'est largement

⁷ Il oblige notamment à maintenir le déficit public en dessous de 3 % du PIB et la dette publique en dessous de 60 % du PIB.

⁸ Compte tenu de son apparition, nous ne traiterons pas l'actuelle crise d'endettement, qui touche notamment la zone euro.

affaibli, comme en témoigne la récente diminution du taux de change du dollar. Certes, il reste la monnaie mondiale de réserve, mais les États-Unis sont également la nation la plus endettée au monde, avec des déficits accumulés d'une ampleur massive. Le déficit commercial est équilibré par des achats massifs de bons du trésor américains par les banques centrales et les investisseurs privés des autres pays, en particulier la Chine et le Japon. Les États-Unis vivent à crédit depuis 1970, c'est-à-dire qu'ils dépensent plus qu'ils ne produisent. Ainsi, depuis cette période, les États-Unis ont dû s'appuyer sur un partenaire qui se trouvait toujours être leur principal concurrent, en particulier pour les industries de base. Ce rôle fut d'abord joué par l'Allemagne, puis dans les années 1980 par le Japon – pour qui les conséquences furent douloureuses. Aujourd'hui, la Chine le joue, mais dans un rapport particulier. D'une part, le capitalisme chinois, s'appuyant sur d'un réservoir de main-d'œuvre de centaines de millions de travailleurs, mais sans système boursier, financier, bancaire et fiscal structuré et expérimenté, est très particulier. D'autre part, il dispose d'une autonomie plus grande que ses prédécesseurs. Il n'en reste pas moins que l'économie américaine concentre aujourd'hui la majorité des capitaux, et que la Chine est largement dépendante du niveau d'activité américain et dans la période récente, leurs rapports se sont dégradés. Le gouvernement américain a accepté la sous-évaluation du yuan, en contrepartie de l'achat de bons du Trésor américains. En janvier 2009 la Chine a interrompu ses achats de bons du Trésor américains, puis les a repris fin mars mais en plus petite quantité, en échange du renoncement de Washington à porter la question de la sous-évaluation du yuan dans les instances internationales. En mars 2009, le Premier ministre et le gouverneur de la Banque centrale chinoise plaidèrent publiquement pour que le dollar cesse d'être la monnaie de réserve et pour que ce rôle soit attribué à une monnaie non nationale émise par une institution internationale. La première action formelle en ce sens eut lieu le 18 mai 2009, lorsque la Chine, accompagnée par le Brésil,

un de ses principaux partenaires commerciaux, déclara renoncer au dollar pour ses échanges bilatéraux. Si elle réussit, le taux de change du dollar diminuera, le prix des importations augmentera et l'emploi en souffrira. La Chine, la Russie, la France, le Japon et les États du Golfe envisageraient de remplacer le dollar par un panier de devises. Le décalage qui existe entre l'hégémonie américaine et puissance économique effective semble de moins en moins supportable pour les autres États. Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, remarque que « *les États-Unis auraient tort de tenir pour acquis que le dollar restera la principale monnaie de réserve du monde* » (Discours le 27 septembre 2009). En juin 2009, Ron Kirk, représentant américain au commerce, a accusé la Chine de pratiquer la préférence nationale dans la destination de ses matières premières industrielles. Les États-Unis ont engagé, en même temps que l'Union européenne, la première étape d'une plainte contre la Chine à l'OMC, pour protester contre des restrictions de Pékin à l'exportation de matières premières stratégiques. Pour la première fois depuis son accession à cette organisation (en 2001), la Chine a perdu, en juillet dernier 2009, son appel au sujet de ses pratiques visant à soutenir son industrie automobile.

III. UNE REPRISE ARTIFICIELLE

Les chiffres les plus récents concernant la croissance économique font état, si ce n'est d'une reprise à proprement parler, d'un amoindrissement des difficultés de l'économie mondiale (A). Nous constaterons toutefois que ce phénomène repose largement sur le soutien des autorités publiques (B), qu'il n'empêche pas les catégories les plus fragiles d'être sévèrement touchées (C), et qu'il ne s'accompagne pas de la disparition des déséquilibres qui ont causé l'éclatement de la crise (D).

A. Des annonces de reprise

Depuis plusieurs mois, des annonces optimistes se multiplient quant au rétablissement de la situation économique. Pour le quatrième trimestre 2009, le gouvernement américain affichait une croissance économique de 5,7 % en rythme annualisé, ce qui est supérieur au rythme de croissance relativement élevé des États-Unis au cours des années 1990. La France a connu une croissance faible, mais positive pendant deux trimestres consécutifs (0,3 %). Selon la ministre de l'économie, l'économie française « *a vraiment pris le tournant de la reprise* » (*Europe 1*, 13 novembre 2009). Le Fonds monétaire international annonce que « *la récession mondiale prend fin... l'économie mondiale semble de nouveau en phase ascendante* » (*Perspectives de l'économie mondiale*, p. 1). Il s'appuie sur un certain nombre d'indicateurs, au-delà des variations du PIB, qui semblent annoncer le retour de l'accumulation : après avoir chuté de 40 % pendant le dernier trimestre 2008, le cours des actions a depuis rebondi de 30 % ; le commerce mondial s'est stabilisé après une diminution de plus de 10 % après septembre 2008 ; l'échange de liquidités entre banques reprend sur les marchés interbancaires...

B. Une croissance largement portée par l'intervention publique

Il serait prématuré d'en déduire le retour à une croissance économique significative et prolongée. En effet, « *presque partout, le redémarrage est tiré par l'investissement public (+33,6 % au premier semestre 2009 en Chine) et la consommation des ménages, mais pas par l'effort d'équipement des entreprises* » (*L'Expansion*, n°746, octobre 2009) et d'après le FMI, « *la reprise devrait être lente, car les systèmes financiers restent déficients, il faudra s'affranchir progressivement de l'appui des pouvoirs publics et, dans les pays où les prix des actifs se sont effondrés, les ménages continueront de reconstituer leur épargne tout en*

étant confrontés à un chômage élevé » (*Perspectives de l'économie mondiale*, p. 1). Le capitalisme a de plus en plus besoin du soutien de l'aide publique, à commencer par son économie la plus puissante, les États-Unis, dont le Congrès a voté, à l'automne 2008, un premier plan d'aide aux groupes bancaires et financiers américains de 700 milliards de dollars. À son échelle, le gouvernement français a assuré les banques françaises d'un plan de 360 milliards d'euros. Les autorités britanniques ont avancé l'équivalent de 30 % du PIB du pays pour sauver les banques nationales, les autorités belges 35 %, les autorités irlandaises 225 %... Ainsi le retour de la croissance provient surtout de mesures de l'État national, qu'il s'agisse de sauvetage des banques, de reports de paiement d'impôt pour les ménages ou les entreprises, de subventions nationales massives aux groupes industriels, auxquels il faut ajouter la baisse considérable des taux directeurs des banques centrales. Ils sont actuellement de 1 % pour la Banque centrale européenne, 0,5 % pour la Banque d'Angleterre, 0,25 % pour la Fed, 0,1 % pour la Banque du Japon.

C. Les catégories les plus fragiles sont touchées

La reprise récente de certains indicateurs économiques est donc due à l'injection de fonds publics et, dans une moindre mesure, à une hausse du degré d'exploitation de la classe ouvrière. Les salariés ont vu leurs conditions d'existence se dégrader massivement : hausse du chômage, baisse des salaires, des retraites, des allocations sociales, niveau record de saisies immobilières, hausse du nombre de sans-domicile et de la sous-nutrition... Les écarts de revenu ont explosé, et les secteurs les plus fragiles de la population mondiale ont été touchés, en particulier dans les pays les plus pauvres où ils sont très largement employés de manière informelle : plus de 50 % en Amérique latine, plus de 70 % en Afrique subsaharienne, plus de 80 % en Inde... D'après le Bureau international du travail, le chômage frappe plus de 200 millions de travailleurs dans le monde, un niveau sans

précédent depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. La Chine, dont le PIB n'a pas cessé de croître, est également touchée, avec un taux de chômage officiel à 4,5 %. D'après la Banque mondiale, 90 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté – qui équivaut à un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour. Le sort des migrants s'est dégradé. « *Les mesures migratoires restrictives se sont multipliées au cours de ces derniers mois : aides publiques aux entreprises conditionnées à de fortes restrictions en matière de recrutement des étrangers aux États-Unis, programmes de retours subventionnés en Espagne et au Japon, lois contre l'immigration clandestine en Italie, etc. Au-delà de ces mesures, les immigrés sont les premiers touchés par les destructions d'emplois* » (CEPII, *L'Économie mondiale 2010*, p. 93). Soumis à la pression du chômage, les travailleurs qui gardent un emploi sont obligés à des rendements accrus : aux États-Unis, au cours du 3^e trimestre 2009, la productivité du travail a augmenté de 9,5 % alors que le nombre d'heures travaillées a chuté de 5 %. En cas de reprise économique, le chômage mondial ne diminuera pas au même rythme. D'après le FMI, « *étant donné l'ampleur et la persistance des derniers chocs qu'a subis l'économie mondiale, ce comportement des entreprises peut présager une reprise sans emplois* » (*Perspectives économiques mondiales*, p. 18).

D. Des déséquilibres persistants

Dans le cas le plus favorable, une reprise vigoureuse préparera la prochaine crise mondiale, mais les risques d'une croissance durablement ralentie ou d'une retombée dans la récession ne sauraient être écartés. Le FMI prévoit une explosion de la dette publique, qui pourrait atteindre, d'ici 2014, 108 % de la richesse nationale aux États-Unis (62 % aujourd'hui), 92 % en France (64 % aujourd'hui), 246 % au Japon (188 % aujourd'hui)... En outre, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont largement eu recours à la création monétaire. En effet, la Banque d'Angleterre et la Fed rachètent des bons du trésor et des obligations d'État aux

banques, une monétisation de la dette de l'État qui contribue à la dépréciation de la livre britannique et du dollar américain. Malgré l'intervention de plusieurs banques centrales d'Asie sur les marchés des changes, le taux de change du dollar américain a poursuivi sa décrue. Chaque État a beau avoir tenté de sauver son capitalisme, les raisons qui ont conduit à l'éclatement de la crise économique sont toujours à l'œuvre. L'augmentation du taux d'exploitation et surtout la destruction d'une partie du capital résultant de la crise peuvent créer les conditions du retour de la rentabilité et donc d'une phase d'expansion, mais le sauvetage public de banques, de compagnies d'assurances, de groupes automobiles... a pu limiter la destruction de capital. Qui plus est, la multiplication des subventions aux groupes financiers et industriels augmente plutôt la taille du capital mondial qui prétend à un titre ou un autre (profit industriel, profit commercial, intérêt, rente...) s'approprier une part de la plus-value sociale dont la seule source est le surtravail, c'est-à-dire la plus-value extraite du travail non payé fourni par l'ensemble du prolétariat mondial.

CONCLUSION

La présente période constitue un tournant historique au sens où la crise que nous traversons est la crise la plus violente depuis 1929, avec une forte baisse de la production, accompagnée de faillites d'entreprise, d'un chômage croissant, et elle constitue un avertissement pour la survie même du capitalisme... Elle se distingue non seulement par son ampleur, mais également car elle a éclaté au cœur du capitalisme, et elle n'a rien de fortuit, au sens où elle a été nourrie par la période de croissance relativement longue qui l'a précédée. Les États ont eu pour réponse des plans de sauvetage massifs, les rapports de force internationaux ont été modifiés, et les catégories les plus fragilisées ont massivement souffert. La misère est à la fois cause et

conséquence des crises et, depuis qu'il existe, le capitalisme est régulièrement frappé par des crises, de par son existence même.

Par ailleurs, la plupart des prêts aux banques ayant été accordés sans autre contrepartie que le remboursement, il est parfaitement possible que de tels phénomènes se reproduisent à l'avenir. La sortie visible de la récession reste d'ailleurs fragile et soutenue par les États. Pour mettre fin à l'instabilité chronique de l'économie mondiale, il est nécessaire d'analyser, de manière critique, le mode de régulation de l'économie, de manière à dégager un mode d'organisation qui puisse maximiser le bien-être collectif.

BIBLIOGRAPHIE

- BLACKBURN R. (2008), « The subprime crisis », *New Left Review*, n°50, mars-avril.
- BOCCARA P. (1973), *Études sur le capitalisme monopoliste d'État*, Éditions Sociales.
- CEPII (2009), *L'économie mondiale*, La découverte.
- FMI (2009), *Perspectives de l'économie mondiale : soutenir la reprise*, octobre.
- FOSTER J.B, MAGDOFF F. (2008), « Financial implosion and stagnation: back to the real economy », *Monthly Review*, December.
- FOSTER J.B, MAGDOFF F. (2009), *The Great Financial Crisis: Causes and Consequences*, Monthly Review Press.
- HUSSON M. (2008), *Un pur capitalisme*, Page deux.
- JOHSUA I. (2009), *La Grande crise du 21^e siècle*, La Découverte.
- KLIMAN A. (2008), « A crisis for the centre of the system », *International Socialism*, n°120, octobre.
- LÉNINE V. I. (1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Éditions sociales.
- LORDON F. (2008), *Jusqu'à quand? Pour en finir avec les crises financières*, Raisons d'agir.
- MARX K. (1983), *Correspondance Marx-Engels*, tome IX, Editions sociales.
- MARX K. (1892), *Le Capital*, Livre troisième, Éditions Sociales.
- MATTICK P. (1979), *Crise et théories des crises*, Champ Libre.
- WADE R. (2008), « Financial regime change? », *New Left Review*, n°53, septembre-octobre.